

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

11 JUILLET 2003

Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

(Déposée par M. Jean Cornil
et Mme Marie-José Laloy)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 1^{er} octobre 2001 (doc. Sénat, n^o 2-916/1 — 2000/2001).

Au début de ce nouveau millénaire, les enjeux liés au déplacement de populations et à leur intégration par les sociétés d'accueil représentent un défi essentiel en regard des valeurs fondamentales de la démocratie, tant sur le plan du respect des droits de l'homme et de la dignité humaine que sur celui d'une plus juste redistribution des ressources aux plans national et international.

En effet, les tragédies et les humiliations, du racisme quotidien jusqu'au génocide, le regain de l'antisémitisme, l'exacerbation des nationalismes, le renouveau des mouvements d'extrême droite et du repli identitaire, fondés sur le rejet de ce qui nous apparaît comme différent, interrogent profondément les valeurs de solidarités, de liberté et d'égalité, essence même de la démocratie depuis plus de deux siècles.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

11 JULI 2003

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

(Ingediend door de heer Jean Cornil
en mevrouw Marie-José Laloy)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 1 oktober 2001 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-916/1 — 2000/2001).

Bij het begin van dit nieuwe millennium vormen de migratie van bevolkingen en hun integratie door de samenlevingen die hen opvangen, een belangrijke uitdaging in het licht van de fundamentele waarden van de democratie, zowel op het gebied van de naleving van de mensenrechten en de eerbied voor de menselijke waardigheid als op dat van een rechtvaardiger herverdeling van de middelen op nationaal en internationaal niveau.

De tragediën en de vernederingen, gaande van het dagelijks racisme tot de genocide, het opflakkeren van het antisemitisme en van allerlei vormen van nationalisme, de heropstanding van extreemrechtse bewegingen en van het op zichzelf gekeerd zijn, waarbij gesteund wordt op de verwerping van wat ons anders lijkt, stellen immers waarden als solidariteit, vrijheid en gelijkheid die sedert meer dan twee eeuwen de essentie zelf vormen van de democratie, zwaar op de proef.

De plus, le caractère émotionnel de certaines réactions face à l'étranger, l'utilisation de préjugés ou de généralisations abusives fondés sur les inquiétudes et les angoisses nées de la crise économique et exprimées souvent dans les quartiers défavorisés des grands centres urbains, rendent parfois difficile une approche sereine et tolérante de la contribution positive des populations d'origine étrangère comme de certaines difficultés liées à leur situation.

Dans ce contexte, l'évolution des déplacements de population, constante de l'histoire humaine, prend au début de ce siècle, une accélération significative.

Les inégalités démographiques, le mal développement, la dégradation des termes de l'échange, les catastrophes écologiques, les situations de guerre ou de violence généralisées conduisent chaque jour des milliers de personnes à prendre le chemin de l'exil et de l'errance vers des pays plus prospères.

La dérive économique dramatique de certains continents, conjuguée à la pression démographique, va, selon les analyses scientifiques au plan international et au plan continental, accroître considérablement ces mouvements de population.

Or, depuis l'arrêt officiel de l'immigration au début des années 70, tant au niveau belge qu'européen, les seules possibilités d'émigrer légalement, outre la délivrance d'une série de permis de travail pour des emplois généralement hautement qualifiés, restent le regroupement familial, le statut d'étudiant et la demande d'asile fondée sur la Convention de Genève. Ceci explique notamment l'augmentation très significative de candidats réfugiés vers le continent européen dès le début des années 90.

Il convient d'ailleurs de distinguer radicalement l'immigration pour des motifs humanitaires de l'immigration de main-d'œuvre basée sur une motivation à caractère exclusivement économique ou professionnel.

*
* *

Face à ces phénomènes complexes mais inéluctables, les auteurs de la proposition de loi souhaitent assurer au niveau national un strict respect de la dignité humaine par des dispositions qui garantissent les droits fondamentaux des personnes telles qu'une démocratie moderne se doit d'octroyer aux ressortissants étrangers qui invoquent une raison humanitaire pour séjourner sur le territoire du Royaume.

En effet, quel que soit le statut invoqué par l'étranger pour obtenir ou ne pas obtenir la possibilité de résider dans notre pays, il convient de lui assurer, dès son arrivée sur le territoire du Royaume et tout au long de la procédure, un certain nombre de droits

Het emotionele en irrationele aspect van sommige reacties op vreemdelingen, het hanteren van vooroordelen of verkeerde veralgemeningen die steunen op onrust en angst wegens de economische crisis en die vaak tot uiting komen in de kansarme buurten van de grote stadscentra, bemoeilijken daarenboven vaak een serene en verdraagzame benadering van de positieve bijdrage die mensen van vreemde afkomst leveren, net als van sommige reële moeilijkheden die met hun toestand verband houden.

In die context raakt het fenomeen van de migratie, dat een constante is in de geschiedenis van de mensheid, bij het begin van deze eeuw in een aanzienlijke stroomversnelling.

De demografische ongelijkheid, de moeizame ontwikkeling, de verslechterde ruilvoet, de ecologische rampen, de veralgemeende oorlogs- of geweldtoestanden zetten elke dag duizenden mensen ertoe aan uit te wijken naar welvarender landen.

De dramatische economische ontsparing van sommige continenten, gekoppeld aan de demografische druk, zal zoals blijkt uit internationale en interne wetenschappelijke analyses, die migratiebewegingen aanzienlijk doen toenemen.

Sedert de officiële stopzetting van de immigratie in het begin van de jaren 70, door zowel België als Europa, zijn de enige mogelijkheden om wettelijk te emigreren naast het verkrijgen van een aantal arbeidsvergunningen voor gewoonlijk hooggeschoolden, de gezinshereniging, de status van student en de asielaanvraag op grond van het Verdrag van Genève. Dit verklaart onder meer de zeer aanzienlijke stijging van kandidaat-vluchtelingen naar het Europese vasteland sedert het begin van de jaren 90.

Het is overigens raadzaam een duidelijk onderscheid te maken tussen immigratie om humanitaire redenen en immigratie van arbeidskrachten op grond van uitsluitend economische of professionele redenen.

*
* *

Geconfronteerd met die complexe maar onontkoombare fenomenen willen de indieners van het wetsvoorstel op nationaal niveau de strikte eerbiediging van de menselijke waardigheid afdwingen via bepalingen die de grondrechten van eenieder waarborgen op de wijze waarop een moderne democratie die moet toekennen aan buitenlanders die een humanitaire reden aanvoeren om op het grondgebied van het Koninkrijk te verblijven.

Ongeacht de status waarop de vreemdeling aanspraak maakt om al dan niet in ons land te kunnen verblijven, moet hij van bij zijn aankomst op het grondgebied van het Koninkrijk en gedurende de hele procedure een aantal grondrechten genieten, die hem

fondamentaux qui lui garantissent que sa demande sera traitée de manière rapide et équitable.

Le nombre significatif de réclamations et de plaintes et certains événements tragiques ces dernières années démontrent à suffisance l'impérative nécessité de prévoir de nouvelles dispositions susceptibles de mieux garantir le droit de ces personnes déjà particulièrement anxieuses et démunies lors de leur arrivée en Belgique.

C'est pourquoi, les auteurs de la présente proposition proposent d'abord d'insérer un nouveau chapitre dans les dispositions générales de la loi du 15 décembre 1980 relative au statut de l'étranger qui assure à tout étranger un droit général à être accompagné, informé, entendu et assisté en regard des éléments suivants :

— le traitement dans un délai raisonnable de sa demande avec toute la diligence nécessaire de l'autorité;

— une information systématique sur l'évolution de son dossier et la possibilité de faire parvenir à l'autorité compétente tous les éléments nouveaux ou complémentaires nécessaires au bon traitement de sa demande;

— la possibilité d'être entendu, seul ou assisté par la personne de son choix;

— le droit à l'assistance d'un interprète et d'un traducteur.

En effet, il nous paraît essentiel, tant pour assurer une bonne gestion des affaires de l'État que pour garantir à l'étranger un examen impartial de sa demande, de prévoir systématiquement au profit de ce dernier une série de droits essentiels tels qu'ils sont prévus dans les procédures judiciaires.

Afin d'améliorer les relations entre les autorités compétentes et leurs usagers, il nous paraît, par exemple, essentiel de permettre à l'étranger d'être personnellement entendu sur les raisons qu'il invoque pour demander un statut de séjour dans notre pays. Cette procédure n'existe aujourd'hui que pour les demandeurs d'asile. Elle devrait être étendue à l'ensemble des dispositions de la loi sur le statut de séjour des étrangers en Belgique.

La présente proposition prévoit également une obligation de formation, initiale et continuée, au profit de tous les membres des services publics concernés afin d'assurer une meilleure relation entre l'étranger et l'État, par exemple, par le biais de formations permettant de mieux comprendre les spécificités culturelles du demandeur.

Ce chapitre général comprend également la création d'un médiateur interne à l'Office des étrangers qui est chargé d'assurer la fluidité et la transparence de l'information entre les étrangers et l'administration. Ce médiateur, tel qu'on le retrouve aujourd'hui

waarborgen dat zijn aanvraag op een snelle en billijke manier zal worden behandeld.

Het vrij grote aantal bezwaarschriften en klachten en bepaalde tragische gebeurtenissen die zich de jongste jaren hebben voorgedaan, tonen duidelijk aan dat het absoluut noodzakelijk is nieuwe bepalingen in te voeren om de rechten van die reeds bijzonder angstige mensen die totaal berooid in België aankomen, beter te garanderen.

Daarom stellen de indieners van dit voorstel in eerste instantie voor een nieuw hoofdstuk in te voegen in de algemene bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de status van vreemdeling waarbij elke vreemdeling een algemeen recht wordt toegekend op begeleiding, informatie, gehoord worden en bijstand met betrekking tot de volgende punten :

— de behandeling binnen een redelijke termijn van zijn aanvraag waarbij de overheid de vereiste zorgvuldigheid aan de dag legt;

— een systematische informatie over de ontwikkeling van zijn dossier en de mogelijkheid om de bevoegde overheid alle nieuwe of aanvullende gegevens te bezorgen die nodig zijn voor de goede behandeling van zijn aanvraag;

— de mogelijkheid om gehoord te worden, alleen of bijgestaan door een zelf gekozen persoon;

— het recht op bijstand door een tolk of een vertaler.

Zowel vanuit *corporate governance*-overwegingen als om de vreemdeling een onpartijdig onderzoek van zijn aanvraag te garanderen, lijkt het ons immers essentieel systematisch te voorzien in een aantal essentiële rechten van die vreemdeling, namelijk de rechten die ook gelden in de rechtspleging.

Teneinde de betrekkingen tussen de bevoegde autoriteiten en het publiek te verbeteren, lijkt het ons bijvoorbeeld essentieel dat de vreemdeling persoonlijk kan worden gehoord over de redenen die hij aanvoert om een verblijfsstatuut in ons land aan te vragen. Deze procedure bestaat vandaag alleen voor de asielzoekers. Zij zou moeten worden uitgebreid tot alle verblijfsstatuten voor vreemdelingen in België.

Dit voorstel voorziet eveneens in een verplichte opleiding, voor beginners en voor gevorderden, die zich richt tot alle leden van de betrokken openbare diensten teneinde een beter contact tot stand te brengen tussen de vreemdeling en de Staat. Gedacht wordt bijvoorbeeld aan opleidingen die zijn toegespitst op het beter begrijpen van de culturele eigenheid van de aanvrager.

Dit algemeen hoofdstuk omvat eveneens de aanstelling van een ombudsman bij de Dienst Vreemdelingenzaken. Hij heeft tot taak te zorgen voor de doorzichtigheid en de vlotte doorstroming van de informatie. Deze ombudsman zoals we hem vandaag

dans nombre de services publics, exerce sa mission sans préjudice des missions déjà confiées à des instances externes comme le Collège des médiateurs fédéraux ou le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Enfin, il convient de prévoir en collaboration avec les communautés, les régions et les autorités municipales un accompagnement social qui doit comprendre pour les autorités un devoir d'information, d'accompagnement juridique et administratif et d'encadrement psycho-médico-social particulièrement au profit des primo-arrivants.

L'information devra notamment prévoir tous les éléments d'une bonne compréhension relatifs aux lieux d'accueil, aux différentes procédures entamées par l'étranger et à tous les droits et obligations nécessaires à sa présence la plus harmonieuse sur notre territoire.

L'accompagnement juridique et administratif devra, lui, permettre de mieux maîtriser la procédure en cours, notamment quant aux éventuelles possibilités de recours, et devra être organisé en particulier avec les autorités communales et les organisations non gouvernementales.

Il faudra également prévoir pour tous les arrivants sur notre territoire la possibilité d'un accompagnement psychologique, médical et social afin de garantir à l'étranger le maximum de sérénité possible pendant son séjour dans notre pays.

*
* *

En ce qui concerne la délivrance des passeports et des titres de voyage, il convient, outre le fait d'assurer une meilleure coordination entre les postes consulaires et diplomatiques belges à l'étranger et l'Office des étrangers, d'obliger l'administration à prendre sa décision endéans un délai de trois mois et ce, afin d'assurer à la fois une bonne gestion des affaires publiques et de répondre clairement, et dans un délai raisonnable, à la personne qui souhaite accéder à notre territoire.

*
* *

En ce qui concerne les différentes catégories d'étrangers qui ne sont autorisés ni à accéder ni à séjourner dans le Royaume, la présente proposition vise à mieux encadrer les conditions de détention des étrangers en séjour illégal.

Il est d'abord proposé que seul le ministre et non son délégué puisse prendre la décision de détenir un étranger dans un centre de détention. En effet, il apparaît aux auteurs de la présente proposition que la décision privative de liberté doit relever exclusivement de la responsabilité politique compte tenu de sa

terugvinden in tal van openbare diensten, oefent zijn taak uit onverminderd de taken die al zijn opgedragen aan externe instanties zoals het College van de federale ombudsmannen of het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Ten slotte moet in samenwerking met de gemeenschappen, de gewesten en de gemeentelijke overheid voorzien worden in een sociale begeleiding die voor de overheid een plicht tot informatieverstrekking, een administratieve en juridische begeleiding en een psychologische, medische en sociale begeleiding, vooral ten voordele van de nieuwkomers, inhoudt.

De voorlichting moet er onder meer toe leiden dat alle gegevens met betrekking tot de opvangplaats, de verschillende procedures die door de vreemdeling worden aangevat en alle rechten en plichten die onontbeerlijk zijn voor een harmonisch verblijf op ons grondgebied, goed begrepen worden.

De juridische en administratieve begeleiding moet het mogelijk maken beter vat te krijgen op de lopende procedure, onder meer wat betreft de beroepsmogelijkheden en moet in het bijzonder georganiseerd worden in samenwerking met de gemeentelijke overheid en de niet-gouvernementele organisaties.

Voor alle nieuwkomers moet eveneens voorzien worden in een eventuele psychologische, medische en sociale begeleiding teneinde de vreemdeling een maximale sereniteit te waarborgen gedurende zijn verblijf in ons land.

*
* *

Wat betreft de afgifte van paspoorten en reispassen is het raadzaam te zorgen voor een betere coördinatie van de Belgische consulaire en diplomatieke posten in het buitenland en van de Dienst Vreemdelingenzaken. Bovendien moet de administratie verplicht worden een beslissing te nemen binnen een termijn van drie maanden teneinde goed bestuur te waarborgen en binnen een redelijke termijn duidelijk te antwoorden op de vraag van de persoon die toegang tot ons grondgebied wenst te verkrijgen.

*
* *

Wat betreft de verschillende categorieën van vreemdelingen aan wie de toegang tot het grondgebied geweigerd wordt en die ook niet in het koninkrijk mogen verblijven, beoogt dit voorstel een verdere verfijning van de voorwaarden waaronder vreemdelingen die illegaal in ons land verblijven, worden vastgehouden.

In eerste instantie wordt voorgesteld dat enkel de minister en niet zijn afgevaardigde de beslissing kan nemen om een vreemdeling vast te houden in een gesloten centrum. Voor de indieners van dit voorstel maakt de beslissing tot vrijheidsbeneming immers deel uit van een uitsluitend politieke verantwoorde-

gravité et de ses conséquences sur la situation de l'étranger.

La présente proposition vise également à limiter strictement la durée de détention à deux mois et à ne pas la rendre renouvelable. En effet, la situation actuelle permet dans les faits de détenir un étranger pour une durée illimitée.

La présente proposition vise également à inscrire dans la loi les conditions qui doivent nécessairement et cumulativement être rencontrées pour autoriser la détention d'un étranger à savoir :

— les démarches nécessaires en vue de l'éloignement de l'étranger ont été entreprises dans les sept jours ouvrables de la mise en détention de l'étranger;

— ces démarches sont poursuivies avec toute la diligence requise;

— il subsiste toujours une possibilité d'éloigner effectivement l'étranger dans un délai raisonnable;

— l'étranger doit avoir été informé des possibilités d'un retour sur base volontaire offertes par les autorités.

Cette disposition permet d'assurer un réel contrôle sur la décision ministérielle de mettre un étranger en détention, qui doit être la solution ultime après que tous les autres systèmes pour quitter le territoire aient été refusés par ce dernier.

Enfin, il convient de rappeler la proposition déposée à la Chambre des représentants par M. Mayeur et au Sénat par Mme Laloy relative à la limitation de la détention à certaines catégories d'étrangers en situation illégale, les demandeurs d'asile à la frontière et les mineurs accompagnés ou non ne pouvant en aucun cas être détenus.

*
* *

En ce qui concerne l'autorisation de séjour de plus de trois mois lors de circonstances exceptionnelles, la présente proposition vise à encadrer le pouvoir discrétionnaire du ministre par la consultation obligatoire de la Commission consultative des étrangers qui est chargée, de par les actuelles dispositions de la loi, de donner des avis au ministre dans un certain nombre de matières comme, par exemple, les mesures de renvoi et d'expulsion.

Il est également proposé que le bourgmestre de la localité où l'étranger séjourne puisse être consulté sur les circonstances exceptionnelles qu'invoque le demandeur. Susceptible de mieux connaître la situation administrative, sociale et familiale de l'étranger concerné, il apparaît opportun qu'il puisse faire part

lijkheid, aangezien het om een zeer ernstige beslissing gaat met gevolgen voor de toestand van de vreemdeling.

Dit voorstel wil eveneens de duur van de opsluiting strikt beperken tot twee maanden. Die termijn mag niet langer worden verlengd. De huidige regeling maakt het immers mogelijk een vreemdeling feitelijk voor onbeperkte tijd vast te houden.

Dit voorstel wil in de wet ook de voorwaarden opnemen waaraan moet zijn voldaan om een vreemdeling te kunnen vasthouden :

— de stappen die vereist zijn voor de verwijdering van de vreemdeling moeten ondernomen worden binnen zeven werkdagen na de opsluiting van de vreemdeling;

— die stappen worden met de vereiste zorgvuldigheid ondernomen;

— er blijft nog altijd een mogelijkheid om de vreemdeling daadwerkelijk te verwijderen binnen een redelijke termijn;

— de vreemdeling moet geïnformeerd zijn over de door de overheid geboden mogelijkheden inzake een vrijwillige terugkeer.

Deze bepaling maakt het mogelijk reële controle uit te oefenen op de ministeriële beslissing tot opsluiting van een vreemdeling. Die opsluiting moet het ultieme middel zijn dat slechts kan worden ingezet nadat alle andere regelingen met betrekking tot het verlaten van het grondgebied door die vreemdeling zijn afgewezen.

Ten slotte dient te worden verwezen naar het voorstel dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers is ingediend door de heer Mayeur en in de Senaat door mevrouw Laloy strekkende om de opsluiting te beperken tot sommige categorieën van illegale vreemdelingen. In dit voorstel kunnen asielzoekers aan de grens en al dan niet begeleide minderjarigen in geen geval worden opgesloten.

*
* *

Wat betreft de verblijfsvergunning van meer dan drie maanden in buitengewone omstandigheden, strekt dit voorstel ertoe de discretionaire bevoegdheid van de minister aan te vullen met de verplichte raadpleging van de Commissie van advies voor vreemdelingen die krachtens de geldende wettelijke bepalingen ermee gelast is de minister van advies te dienen in een aantal aangelegenheden zoals bijvoorbeeld bij terugwijzingen en uitzettingen.

Er wordt eveneens voorgesteld dat de burgemeester van de gemeente waarin de vreemdeling verblijft, geraadpleegd kan worden over de buitengewone omstandigheden die de vreemdeling aanvoert. Daar hij de administratieve, sociale en familiale toestand van de betrokken vreemdeling beter kan kennen, lijkt

au ministre de son avis quant aux circonstances invoquées par l'étranger.

La présente proposition prévoit également l'obligation pour le ministre de statuer sur la demande dans un délai de six mois, ceci pour éviter, comme c'est le cas à l'heure actuelle, que des étrangers attendent une décision dans un état d'anxiété et de précarité insupportables.

Les auteurs de la proposition se sont inspirés des effets incontestablement bénéfiques de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de certaines catégories d'étrangers en séjour illégal qui, malgré les difficultés de sa mise en œuvre, a démontré que la création d'une commission spécifique pour le traitement des demandes de régularisation apparaissait tout à fait opportune.

En effet, la complexité des situations humaines et leur caractère le plus souvent dramatique conduisent les auteurs de la présente proposition à prévoir que les futures demandes de régularisation pour circonstances exceptionnelles doivent faire l'objet d'un avis de la Commission consultative des étrangers qui a démontré la qualité et le sérieux de son travail.

La possibilité pour l'étranger d'être entendu, de faire valoir tous les éléments constitutifs de sa démarche et d'être assisté par la personne de son choix constitue incontestablement un droit essentiel, compte tenu des conséquences décisives de la décision du ministre sur la situation de l'étranger.

De même, la consultation du bourgmestre permettra au ministre d'apprécier la demande sous ses aspects concrets et évitera de connaître un traitement exclusivement administratif du dossier.

Il apparaît aux auteurs de la présente proposition que ces dispositions permettront de traiter avec dignité et humanité les demandes de régularisation, tant les situations rencontrées sur le terrain sont le plus souvent dramatiques. Cette nouvelle procédure permettra au demandeur de faire valoir en détail tous les éléments favorables à sa demande sur le plan par exemple de sa situation familiale, de la scolarisation de ses enfants, de ses possibilités de formation ou de contrat de travail, de sa situation médicale, des difficultés rencontrées dans son pays d'origine ... C'est à la lumière de l'ensemble de ces éléments et après avoir entendu l'intéressé que la Commission consultative et le bourgmestre rendront un avis au ministre qui sera alors mieux à même de statuer en équité sur la demande de régularisation.

*
* *

het wenselijk dat hij de minister kan informeren over de omstandigheden die de vreemdeling aanvoert.

Dit voorstel bepaalt eveneens dat de minister binnen een termijn van zes maanden moet beslissen teneinde te voorkomen dat vreemdelingen de beslissing afwachten in een klimaat van ondraaglijke angst en onzekerheid zoals thans het geval is.

De indieners van het voorsel hebben zich laten leiden door de onbetwistbaar gunstige gevolgen van de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk, die ondanks de moeilijkheden om de wet toe te passen, heeft aangetoond dat de oprichting van een specifieke commissie voor de behandeling van de regularisatieaanvragen absoluut wenselijk was.

De complexiteit van de toestanden waarin mensen kunnen verkeren en de vaak dramatische aard van die toestanden zetten de indieners van dit voorstel ertoe aan te bepalen dat de Commissie van advies voor vreemdelingen die bewezen heeft dat zij ernstig en goed kan werken, advies moet uitbrengen over de toekomstige aanvragen tot regularisatie wegens buitengewone omstandigheden.

De kans die de vreemdeling moet krijgen om gehoord te worden, om alle door hem gevolgde stappen in de procedure aan te tonen en om bijgestaan te worden door een zelf gekozen persoon, vormt ontegenzeggelijk een essentieel recht gelet op de beslissende gevolgen van de beslissing van de minister over de toestand van de vreemdeling.

Zo ook zal de raadpleging van de burgemeester de minister in staat stellen alle concrete aspecten van de aanvraag te beoordelen. Bovendien zal voorkomen worden dat het dossier uitsluitend administratief wordt behandeld.

Voor de indieners van dit voorstel zullen deze bepalingen het mogelijk maken de regularisatieaanvragen waardig en menselijk te behandelen. De situaties waarmee we in de praktijk geconfronteerd worden, zijn immers zeer vaak dramatisch. Deze procedure zal het de vreemdeling mogelijk maken alle detailgegevens aan te tonen die zijn aanvraag ondersteunen, bijvoorbeeld op het gebied van zijn gezinstoestand, het schoolbezoek van zijn kinderen, zijn mogelijkheden in verband met opleiding of arbeidsovereenkomst, zijn medische toestand, moeilijkheden waarmee hij geconfronteerd wordt in zijn land van herkomst. In het licht van al die gegevens en na de betrokkene te hebben gehoord, moeten de Commissie van advies voor vreemdelingen en de burgemeester advies geven aan de minister, die dan beter in staat zal zijn in alle billijkheid te beslissen over de regularisatieaanvraag.

*
* *

La présente proposition vise également à abroger l'article 18bis de la loi sur le statut de séjour des étrangers qui est non seulement discriminatoire mais totalement inopportun compte tenu des conceptions scientifiques douteuses qui ont présidé à son adoption.

*
* *

En ce qui concerne les mesures de renvoi et d'expulsion, les auteurs de la proposition attirent l'attention sur les propositions de loi déposées à la Chambre des représentants et au Sénat qui visent à interdire le renvoi et l'expulsion du Royaume de certaines catégories d'étrangers dont les attaches avec notre pays sont manifestes.

*
* *

Le présente proposition ne traite pas à proprement dit de la procédure relative aux réfugiés, le gouvernement et le ministre s'étant engagés dans la note de politique générale relative à l'asile et l'immigration adoptée par le Conseil des ministres à présenter un projet de loi au Parlement.

Cependant, parallèlement à la procédure d'asile, il est indispensable de créer deux formes de statut de protection temporaire complémentaire à celui garanti par la Convention de Genève sur les réfugiés.

En effet, il est apparu, au fil du temps, que certains étrangers fuyant des situations de violence généralisée ou de guerre civile devaient pouvoir trouver protection et refuge dans notre pays sans entrer automatiquement dans les critères de persécution de la Convention de Genève telle qu'appliquée par les instances chargées de l'asile en Belgique.

Plusieurs pays ont déjà adopté ce statut à caractère humanitaire au niveau européen. La Belgique a octroyé un statut de protection temporaire à certaines catégories d'étrangers, plus particulièrement au profit des ressortissants de la Bosnie, du Rwanda et du Kosovo et ce, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres depuis le début des années 90.

Il est primordial, pour les auteurs de la présente proposition de loi, que la loi puisse prévoir un statut de protection temporaire pour certaines catégories d'étrangers même si la définition de ces catégories, par essence imprévisible, doit relever des compétences du pouvoir exécutif.

Il est également proposé de créer dans la loi un statut subsidiaire assimilé à un réfugié dans le cas où,

Dit wetsvoorstel strekt er eveneens toe artikel 18bis van de wet op te heffen dat betrekking heeft op de verblijfsstatus van de vreemdelingen. Het artikel is niet alleen discriminerend maar ook volstrekt irrelevant gelet op de verdachte wetenschappelijke opvattingen die aan de basis van de goedkeuring ervan hebben gelegen.

*
* *

Wat betreft de terugwijzingen en uitzettingen, vestigen de indieners van het voorstel de aandacht op de wetsvoorstellen die in de Kamer van volksvertegenwoordigers en in de Senaat zijn ingediend en die ertoe strekken terugwijzing en uitzetting van bepaalde categorieën vreemdelingen die duidelijke banden met ons land hebben, te verbieden.

*
* *

Dit voorstel handelt niet over de procedure voor de vluchtelingen. In de door de Ministerraad goedgekeurde algemene beleidslijn over asiel en immigratie hebben de regering en de minister er zich immers toe verbonden in het Parlement een wetsontwerp in te dienen.

Het is evenwel onontbeerlijk om, naast de asielprocedure, twee regelingen in te voeren voor tijdelijke bescherming, die een aanvulling vormen op de regeling die door het Verdrag van Genève over de vluchtelingen wordt gewaarborgd.

Mettertijd is immers gebleken dat sommige vreemdelingen die vluchten voor een algemeen klimaat van geweld of van burgeroorlog, in ons land bescherming en onderdak zouden moeten kunnen genieten zonder dat zij automatisch moeten voldoen aan de criteria voor vervolging bepaald in het Verdrag van Genève zoals het door de asielinstanties in België wordt toegepast.

Verscheidene landen hebben dit statuut van humanitaire aard al goedgekeurd voor Europeanen. België heeft tijdelijke bescherming geboden aan sommige categorieën van vreemdelingen, in het bijzonder aan onderdanen van Bosnië, Rwanda en Kosovo en wel bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad sedert het begin van de jaren 90.

Voor de indieners van dit wetsvoorstel is het van het allergrootste belang dat de wet voorziet in een tijdelijke bescherming van sommige categorieën van vreemdelingen ook al is de bepaling van die categorieën die in wezen niet vooraf kunnen worden vastgelegd, een bevoegdheid van de uitvoerende macht.

Er wordt eveneens voorgesteld om in de wet te voorzien in een subsidiaire status die gelijk te scha-

bien que l'étranger ne puisse pas bénéficier du statut prévu par la Convention de Genève, le renvoi dans son pays d'origine laisse craindre qu'il y subira des traitements inhumains et dégradants contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. C'est le sens des actuelles clauses de non-reconduite à la frontière délivrées par le Commissariat général aux réfugiés et apatrides. Elles trouvent ici une base légale.

*
* *

Enfin, la présente proposition vise à assurer aux fonctionnaires des institutions publiques qui poursuivent une mission d'accompagnement et d'assistance aux étrangers les garanties compatibles avec leur déontologie professionnelle afin qu'ils ne doivent pas participer à l'exécution des ordres de quitter le territoire délivrés par l'Office des étrangers.

Cette disposition doit clarifier la situation ambiguë qui règne aujourd'hui en la matière, particulièrement dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile.

*
* *

En ce qui concerne les mesures d'éloignement des étrangers, il nous a paru essentiel, en regard de certaines situations particulièrement dramatiques, de prévoir une série de dispositions qui permettent d'assurer au maximum que la mesure d'éloignement se fasse avec toutes les garanties pour le respect des droits de l'homme.

Il est dès lors proposé que l'étranger concerné et la personne qui l'assiste soient prévenus 48 heures avant l'exécution effective de l'ordre de quitter le territoire et ce, afin d'éviter tout effet de surprise préjudiciable aux intérêts de l'étranger.

Il est également prévu, dans la présente proposition, que le ministre autorise certains services publics et privés qui assurent la défense du droit des étrangers à assister à l'exécution de l'éloignement afin de l'entourer de toutes les garanties nécessaires.

kelen is met de status van vluchteling voor de gevallen waarin een vreemdeling weliswaar niet in aanmerking kan komen voor de status van vluchteling waarin het Verdrag van Genève voorziet, maar bij terugkeer naar zijn land van herkomst geconfronteerd dreigt te worden met een onmenselijke en ontorende behandeling die in strijd is met artikel 3 van het Europees Verdrag van de rechten van de mens. Dat is de betekenis van de huidige beslissingen tot niet-terugleiding naar de grens die door het Commissariaat-generaal voor vluchtelingen en staatlozen worden genomen. Zij vinden hierin hun wettelijke grondslag.

*
* *

Dit voorstel strekt er ten slotte toe de ambtenaren van de overheidsinstellingen die belast zijn met een opdracht inzake begeleiding van en hulp aan vreemdelingen de waarborgen te bieden die verenigbaar zijn met hun beroepsdeontologie opdat zij niet moeten deelnemen aan de uitvoering van de bevelen om het grondgebied te verlaten, die door de Dienst Vreemdelingenzaken worden afgegeven.

Deze bepaling moet de vaagheid en dubbelzinnigheid verhelpen die thans in het bijzonder in de opvangcentra voor asielzoekers heerst.

*
* *

In verband met de verwijdering van vreemdelingen lijkt het ons essentieel om, na de soms buitengewoon dramatische toestanden die zich hebben voorgedaan, te voorzien in een aantal bepalingen die het mogelijk maken de verwijderingsmaatregel toe te passen met inachtneming van de mensenrechten.

Derhalve wordt voorgesteld dat de betrokken vreemdeling en de persoon die hem helpt, 48 uur vóór de daadwerkelijke uitvoering van het bevel om het grondgebied te verlaten, zouden worden op de hoogte gebracht teneinde elk verrassingseffect dat de belangen van de vreemdelingen schaadt, te voorkomen.

In dit voorstel wordt eveneens bepaald dat de minister sommige overheids- en privé-diensten die de rechten van de vreemdelingen verdedigen, toestaat om aanwezig te zijn bij de uitvoering van de verwijderingsmaatregel zodat werkelijk alle vereiste waarborgen geboden worden.

Enfin, la présente proposition prévoit explicitement qu'aucun éloignement par la contrainte ne peut avoir lieu avant que l'autorité ait proposé à l'étranger concerné un rapatriement sur base volontaire.

*
* *

Il convient enfin de rappeler l'existence de propositions de loi visant à abolir le système de la double peine tant à la Chambre des représentants qu'au Sénat.

Jean CORNIL.
Marie-José LALOY.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Il est inséré dans le titre I de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, un chapitre I^{er}bis rédigé comme suit:

«Chapitre I^{er}bis. — De l'accompagnement et de l'assistance des étrangers

Section I^{ère}. — Information de l'étranger désirant accéder, séjourner ou s'établir sur le territoire belge

Art. 1^{er}bis. — § 1. L'autorité appelée à se prononcer sur l'accès, le séjour ou l'établissement d'un étranger en Belgique y procède dans un délai raisonnable et avec toute la diligence nécessaire.

§ 2. Elle informe l'étranger régulièrement et à chaque fois qu'intervient un élément nouveau et pertinent, pouvant entraîner une quelconque conséquence sur l'issue de sa démarche.

L'autorité compétente informe l'étranger de la possibilité dont il dispose de lui faire parvenir tout

Ten slotte bepaalt dit voorstel uitdrukkelijk dat geen enkele gedwongen verwijdering kan plaatshebben alvorens de overheid de betrokken vreemdeling een terugkeer op vrijwillige basis heeft voorgesteld.

*
* *

Ten slotte moet worden herinnerd aan de wetsvoorstellen die ertoe strekken het systeem van de dubbele straf af te schaffen en die zowel in de Kamer van volksvertegenwoordigers als in de Senaat zijn ingediend.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In titel I van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd, luidende:

«Hoofdstuk *Ibis*. — Begeleiding van en hulp aan vreemdelingen

Afdeling I. — Voorlichting van de vreemdeling die toegang tot het Belgisch grondgebied wil verkrijgen, die op het Belgisch grondgebied wil verblijven of er zich wil vestigen

Art. 1bis. — § 1. De overheid die zich moet uitspreken over de toegang tot het Belgisch grondgebied, het verblijf of de vestiging van een vreemdeling in België doet dit binnen een redelijke termijn en met de vereiste zorgvuldigheid.

§ 2. Zij informeert de vreemdeling geregeld en telkens er een nieuw en relevant gegeven is dat invloed kan hebben op de afloop van de door hem ondernomen stappen.

De bevoegde overheid informeert de vreemdeling over de mogelijkheid waarover hij beschikt om haar

élément nouveau ou complémentaire nécessaire au bon traitement de sa demande.

§ 3. L'étranger a le droit d'être entendu par l'autorité compétente, seul ou assisté par la personne de son choix.

L'étranger a le droit d'être assisté d'un interprète et/ou d'un traducteur.

Section II. — Formation du personnel amené à traiter un dossier relatif à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement d'un étranger

Art. 1^{er}ter. — Le ministre veille à ce que le personnel amené à traiter d'un dossier relatif à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement ou à l'éloignement d'un étranger, à quelque stade de la procédure que ce soit, bénéficie de formations, initiale et continue, portant notamment sur l'évolution légale et réglementaire des textes applicables et les spécificités culturelles des étrangers.

Section III. — Service de médiation interne

Art. 1^{er}quater. — Sans préjudice des dispositions prévues dans la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, l'Office des étrangers comprend en son sein un service de médiation interne.

Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres l'organisation et le mode de fonctionnement du service de médiation interne.

Section IV. — Accompagnement des étrangers

Art. 1^{er}quinquies. — Le ministre qui a l'Intégration sociale dans ses compétences assure un accompagnement des étrangers qui comprend notamment :

1^o une information claire et précise en ce qui concerne les lieux d'accueil, les différentes procédures entamées ou à entamer par l'étranger et les droits et obligations de l'étranger sur le territoire belge;

2^o un accompagnement juridique et administratif;

3^o un accompagnement psycho-médico-social.»

Art. 3

Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

«Art. 2bis. — Le passeport valable ou le titre de voyage en tenant lieu visé à l'article 2 est délivré à l'étranger endéans un délai de trois mois.»

elk nieuw of aanvullend gegeven dat noodzakelijk is voor de goede behandeling van zijn verzoek, te bezorgen.

§ 3. De vreemdeling heeft het recht gehoord te worden door de bevoegde overheid, alleen of bijgestaan door een zelf gekozen persoon.

De vreemdeling heeft recht op bijstand van een tolk en/of een vertaler.

Afdeling II. — Opleiding van het personeel dat een dossier moet behandelen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van een vreemdeling

Art. 1ter. — De minister ziet erop toe dat het personeel dat een dossier betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging of de verwijdering van een vreemdeling moet behandelen, in elk stadium van de procedure opleidingen kan volgen, voor beginners en gevorderden, die onder meer betrekking hebben op de wijzigingen in wetten en reglementen die van toepassing zijn en op de culturele specificiteit van de vreemdelingen.

Afdeling III. — Interne ombudsdienst

Art. 1quater. — Onverminderd de bepalingen bedoeld in de wet van 15 februari 1993 houdende oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, wordt binnen de Dienst Vreemdelingenzaken een interne ombudsdienst opgericht.

De Koning regelt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de organisatie en de werking van de interne ombudsdienst.

Afdeling IV. — Begeleiding van de vreemdelingen

Art. 1quinquies. — De minister die bevoegd is voor Maatschappelijke Integratie zorgt voor de begeleiding van de vreemdelingen die onder meer bestaat uit :

1^o duidelijke en nauwkeurige voorlichting met betrekking tot de opvangplaatsen, de verschillende door de vreemdeling aangevatte of nog aan te vatten procedures en de rechten van de vreemdeling op het Belgisch grondgebied;

2^o een juridische en administratieve begeleiding;

3^o een psychologische, medische en sociale begeleiding.»

Art. 3

In dezelfde wet wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidende :

«Art. 2bis. — Het geldig paspoort of de daarmee gelijkgestelde reistitel bedoeld in artikel 2, wordt aan de vreemdeling afgegeven binnen een termijn van drie maanden.»

Art. 4

L'article 3 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

«Le Roi règle par arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.»

Art. 5

À l'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 15 juillet 1996 et modifié par la loi du 29 avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

A) Dans l'alinéa 2, les mots «ou son délégué» sont supprimés»;

B) L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

«L'étranger peut être détenu à cette fin pendant le temps strictement nécessaire à l'exécution de la mesure si les conditions suivantes sont remplies cumulativement :

1^o les démarches nécessaires en vue de l'éloignement de l'étranger ont été entreprises dans les sept jours ouvrables suivant la mise en détention de l'étranger;

2^o ces démarches sont poursuivies avec toute la diligence requise;

3^o il subsiste une possibilité d'éloigner effectivement l'étranger dans un délai raisonnable;

4^o l'étranger a été informé des possibilités d'un retour sur base volontaire offertes par l'autorité compétente.»;

C) L'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

«La durée de détention ne peut dépasser deux mois.»;

D) L'alinéa 5 est abrogé;

E) dans l'alinéa 6, le mot «cinq» est remplacé par le mot «deux» et le même alinéa est complété comme suit :

«Cette durée de détention n'est pas renouvelable.»

Art. 6

L'article 9 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1992 et la loi du 15 juillet 1996, est complété par les alinéas suivants :

«Le ministre ne peut refuser le séjour à un étranger, sur base de l'alinéa 3, que pour autant que la Commission consultative des étrangers visée à

Art. 4

Artikel 3 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

«De Koning regelt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de in het eerste lid bedoelde voorwaarden.»

Art. 5

In artikel 7 van dezelfde wet vervangen door de wet van 15 juli 1996 en gewijzigd door de wet van 29 april 1999 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In het tweede lid vervallen de woorden «of zijn gemachtigde»;

B) Het derde lid wordt vervangen als volgt :

«Te dien einde kan de vreemdeling opgesloten worden voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de maatregel indien aan alle volgende voorwaarden is voldaan :

1^o de nodige stappen met het oog op de verwijdering van de vreemdeling werden ondernomen binnen zeven werkdagen na de opsluiting van de vreemdeling;

2^o die stappen werden ondernomen met de vereiste zorgvuldigheid;

3^o er is nog steeds een mogelijkheid om de vreemdeling binnen een redelijke termijn daadwerkelijk te verwijderen;

4^o de vreemdeling werd geïnformeerd over de door de bevoegde overheid aangeboden mogelijkheden om op vrijwillige basis terug te keren.»;

C) Het vierde lid wordt vervangen door het volgende lid

«De opsluiting mag niet langer dan twee maanden duren.»;

D) Het vijfde lid wordt opgeheven;

E) In het zesde lid wordt het woord «vijf» vervangen door het woord «twee» en datzelfde lid wordt aangevuld als volgt :

«De opsluitingsperiode kan niet worden verlengd.»

Art. 6

Artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd door het koninklijk besluit van 13 juli 1992 en door de wet van 15 juli 1996, wordt aangevuld met de volgende leden :

«De minister kan een vreemdeling het verblijf op basis van het derde lid slechts ontzeggen voor zover de in artikel 32 bedoelde Commissie van advies voor

l'article 32 et, s'il le souhaite, le bourgmestre de la localité où l'étranger séjourne, ont rendu leur avis.

La décision du ministre intervient dans un délai qui ne peut dépasser six mois prenant cours à la date de la réception de la demande.»

Art. 7

L'article 18*bis* de la même loi, inséré par la loi du 28 juin 1984 et modifié par les lois des 18 juillet 1991 et 15 juillet 1996, est abrogé.

Art. 8

Un article 20*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

«Art. 20*bis*. — Tout étranger qui fait l'objet d'une mesure de renvoi ou d'expulsion et, s'il échet, la personne qui l'assiste, doivent être prévenus deux jours avant l'exécution de la décision.»

Art. 9

Un article 20*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi.

«Art. 20*ter*. — Avant l'exécution de toute mesure de renvoi ou d'expulsion, le ministre ou son délégué doit proposer à l'étranger un programme de retour sur base volontaire.»

Art. 10

Un article 20*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi.

«Art. 20*quater*. — Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les services publics et privés chargés de l'assistance et de l'accompagnement des étrangers qui peuvent être présents pendant l'exécution de la mesure d'éloignement.»

Art. 11

Il est inséré dans le titre II, chapitre II, de la même loi, une section III*ter* et une section III*quater* rédigées comme suit :

«Section III*ter*. — Statut de protection complémentaire individuelle

Art. 57/23*ter*. L'autorité compétente peut, sur la base des éléments de persécution invoqués à l'appui de la demande d'asile, reconnaître, à titre subsidiaire,

vreemdelingen en, indien hij dat wenst, de burgemeester van de plaats waar de vreemdeling verblijft, een advies hebben gegeven.

De minister neemt een beslissing binnen een termijn van ten hoogste zes maanden na de datum van ontvangst van de aanvraag.»

Art. 7

Artikel 18*bis* van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 28 juni 1984 en gewijzigd door de wetten van 18 juli 1991 en van 15 juli 1996, wordt opgeheven.

Art. 8

In dezelfde wet wordt een artikel 20*bis* ingevoegd, luidende :

«Art. 20*bis*. — Elke vreemdeling die wordt teruggevoerd of uitgezet en, in voorkomend geval, de persoon die hem helpt, moeten twee dagen vóór de uitvoering van de beslissing op de hoogte worden gebracht.»

Art. 9

In dezelfde wet wordt een artikel 20*ter* ingevoegd, luidende :

«Art. 20*ter*. — Vóór de uitvoering van elke terugwijzing of uitzetting moet de minister of zijn afgevaardigde aan de vreemdeling een programma voor terugkeer op vrijwillige basis voorstellen.»

Art. 10

In dezelfde wet wordt een artikel 20*quater* ingevoegd, luidende :

«Art. 20*quater*. — De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad welke openbare en privé-diensten die belast zijn met de hulp aan en de begeleiding van de vreemdelingen, aanwezig mogen zijn bij de tenuitvoerlegging van de verwijderingsmaatregel.»

Art. 11

In titel II, hoofdstuk II, van dezelfde wet worden een afdeling III*ter* en een afdeling III*quater* ingevoegd, luidende :

«Afdeling III*ter*. — Statuut voor individuele aanvullende bescherming.

Art. 57/23*ter*. — De bevoegde overheid kan op grond van de vervolging die wordt ingeroepen ter ondersteuning van de asielaanvraag, subsidiair de

la qualité d'assimilé à un réfugié, à l'étranger qui, dans le pays dont il a la nationalité ou, s'il n'a pas de nationalité, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, est victime de traitements contraires à l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1959 ou aux articles 1^{er} et 3 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée à New York le 10 décembre 1984 ou à une autre disposition d'une convention internationale liant la Belgique et protégeant la personne contre la torture ainsi que les traitements inhumains ou dégradants.

Section III^{quater}. — Statut de protection complémentaire collective

Art. 57/23^{quater}. — Le ministre peut autoriser certaines catégories d'étrangers à séjourner temporairement ou définitivement sur le territoire en raison d'un risque collectif qu'ils encourent dans leur pays d'origine.»

Art. 12

L'article 77 de la même loi, modifié par les lois du 1^{er} juin 1993, du 15 juillet 1996 et du 29 avril 1999, est complété par l'alinéa suivant:

«Sans préjudice des dispositions relatives au retour volontaire, des membres du personnel des institutions publiques et privées chargées d'une mission d'accompagnement et d'assistance aux étrangers ne peuvent pas prendre part à l'exécution d'un ordre de quitter le territoire délivré par l'Office des étrangers.»

19 juin 2003.

Jean CORNIL.
Marie-José LALOY.

hoedanigheid van een met een vluchteling gelijkgestelde toekennen aan de vreemdeling die in het land waarvan hij de nationaliteit heeft of, indien hij de nationaliteit niet heeft, in het land waarin hij gewoonlijk verblijft, het slachtoffer is van een behandeling die in strijd is met artikel 3 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950 en met de artikelen 1 en 3 van het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing, goedgekeurd te New York op 10 december 1984, of met een andere bepaling van een internationale overeenkomst die België bindt en de betrokkene beschermt tegen foltering alsmede tegen onmenselijke of ontorende behandeling.

Afdeling III^{quater}. — Statuut voor collectieve aanvullende bescherming

Art. 57/23^{quater}. — De minister kan sommige categorieën van vreemdelingen toestaan tijdelijk of definitief op het grondgebied te verblijven wegens een collectief risico dat zij in hun land van herkomst lopen.»

Art. 12

Artikel 77 van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 1 juni 1993, 15 juli 1996 en 29 april 1999, wordt aangevuld met het volgende lid:

«Onverminderd de bepalingen betreffende de vrijwillige terugkeer mogen personeelsleden van de openbare en privé-instellingen die belast zijn met de begeleiding van of de hulp aan de vreemdelingen, niet deelnemen aan de uitvoering van een bevel om het grondgebied te verlaten dat door de Dienst Vreemdelingenzaken is afgegeven.»

19 juni 2003.